

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Libreville : l'AEG absorbe l'UPD



Photo : Josiane Mbang Nguema

Le président de l'AEG, Brice Arnaud Ondo Minko ( 2e à d) lors de son allocution.

**L'ACTE** de fusion-absorption entre les deux mouvements politiques a été signé samedi dernier à l'auditorium de l'École normale supérieure (ENS).

JMN  
Libreville/Gabon

L'ASSOCIATION Agir ensemble pour le Gabon (AEG) continue de tisser sa toile et de marquer son ancrage sur l'échiquier politique national. Samedi dernier, ce mouvement politique proche du Parti démocratique gabonais (PDG), en soutien aux idéaux politiques et à l'action du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a absorbé le parti l'Union du progrès et la démocratie (UPD). L'acte de fusion-absorption entre les deux mouvements politiques a été conclu à l'auditorium de l'École normale supérieure (ENS), mettant ainsi fin à l'existence de l'UPD.

"Notre engagement consiste à saisir la main tendue du président de la République, marcher à ses côtés pour soutenir sa politique qui vise le raffermissement de l'unité nationale par une démocratie participative. L'absorption de l'UPD au profit de l'AEG permet de mettre en place une synergie d'idées et d'actions en faveur du dévelop-

pement de notre pays", a confié Grégoire Sébastien Ellabane, président de l'ex-UPD.

Un autre ralliement à la vision de l'AEG qui intervient après celui du Parti du peuple gabonais (PPG), le 10 juillet dernier renforçant ainsi le positionnement de ce mouvement politique.

"Nous venons de procéder à une nouvelle acquisition qui marque inévitablement notre ambition d'association nationale politique, mais surtout notre réponse factuelle à la main tendue du président de la République... Dans le cadre de notre action, nous avons choisi le pan-

de l'égalité des chances car les filles et les fils de ce pays doivent avoir les mêmes chances pour réussir. Nous sommes les relais entre le président de la République pour l'Exécutif, le PDG et les populations", a déclaré le président de l'AEG, Brice Arnaud Ondo Minko.

Notons que l'AEG, "première association politique soutenant le chef de l'État implantée dans toutes les neuf provinces du Gabon", compte actuellement 13 000 adhérents et ambitionne d'atteindre 100 000 adhésions d'ici 2023.

## Morena : les cadres provinciaux de l'Estuaire installés



Photo : Antoine ESSONNE NDONG

Exécutif et cadres nouvellement installés posant pour la postérité.

ENA  
Libreville/Gabon

LE Mouvement de redressement national (Morena) a procédé, le week-end dernier, à la prise de fonction de trois de ses responsables dans la province de l'Estuaire.

Il s'agit du président du Conseil provincial de l'Estuaire (Dimitri Obame Eyene), de la présidente de la coordination provinciale des femmes (Olsen Moughola) et Aymard Bounkosso (président de la coordination provinciale des jeunes) qui ont été installés dans leurs nouvelles responsabilités politiques au cours d'une cérémonie dirigée par le président de ce mouvement politique, Thierry Ondo Assoumou. Laquelle s'est déroulée dans la commune d'Owendo dans le strict respect des mesures barrières.

Le président de ce mouvement politique de l'opposition a rappelé que ce déploiement du Morena sur le terrain répondait à l'une des recommandations de son dernier congrès ordinaire visant à "revisiter toutes nos structures de

base". À cet effet, devait-il indiquer, "nous procédons donc à la confirmation, à la réflexion et au renouvellement des différentes composantes de notre parti". Et d'ajouter à l'endroit des promoteurs que "l'adhésion ou le maintien dans vos fonctions indique que vous êtes très bien imprégnés de la philosophie politique qui guide notre parti, à savoir : redresser le Gabon pour en faire une nation enviée par le reste des nations"... S'agissant de l'actualité sur le Covid-19, il a regretté la non-prise en compte par les pouvoirs publics de l'une des suggestions de la dernière session du CND (Conseil national de la Démocratie) portant sur l'implication des partis politiques dans l'élaboration, la mise en œuvre et le diagnostic des différentes stratégies de lutte contre cette pandémie.

Au nom des nouveaux responsables, le président du Conseil provincial, Dimitri Obame Eyene, devait s'inscrire dans la redynamisation du parti depuis son 6e congrès pour rassurer la tutelle de ce qu'ils ne ménageront aucun effort pour s'arrimer à sa philosophie.

## Miroir du gouvernement Au-delà des menaces

DANS le contexte actuel, qu'est-on en droit d'attendre des membres du gouvernement ? Des actions concrètes sur le terrain et, si nécessaire, des explications afin de mieux appréhender leurs missions.

Une fois qu'on a dit cela, on ne peut s'empêcher de dresser un parallèle entre ces précisions et les récentes déclarations du ministre en charge de la Promotion de la bonne gouvernance, de la Lutte contre la corruption, Me Francis Nkea Ndzigue. Lequel semble être passé maître dans l'art de proférer des menaces à l'encontre des "fossoyeurs de la République".

La semaine écoulée, faisant suite aux révélations de l'Autorité nationale de vérification et d'audit (Anavea), mettant en lumière des

cas de détournements de deniers publics, il s'est fait fort, à nouveau, une fois de plus, de brandir le bâton à l'encontre de tous ceux qui se seraient livrés à toutes ces malversations financières. En s'appuyant au passage sur les dispositions de l'article 506 du Code pénal qui dispose : "Le détournement de deniers publics est passible d'une peine de vingt ans de réclusion criminelle et de cent millions de francs CFA d'amende".

Pour autant, le bon droit voudrait que le membre du gouvernement ne se cantonne pas à ce genre de déclarations. D'autant que s'il a formellement connaissance des éléments avérés de corruption, il devrait saisir, en toute logique, les autorités judiciaires afin qu'elles établissent le degré de responsabi-

lité des individus soupçonnés d'être à l'origine de ces comportements condamnables. Surtout qu'au regard des dispositions de l'ordonnance 0011/PR/2020 du 14 août 2020 portant création, organisation et fonctionnement de l'Anavea, celle-ci n'émet que des recommandations et ne prononce pas des sanctions. Avec pour missions principales, de traquer le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent et d'enquêter sur toute forme de délinquance financière.

Comme qui dirait, Me Francis Nkea Ndzigue se doit véritablement de franchir un cap en allant au-delà du stade des menaces. Lesquelles, à ce jour, ne sont généralement pas suivies d'effets.

J.KOMBILE MOUSSAVOU